Le Manifeste

Club D12

SOMMAIRE

PREFACE

1- INTRODUCTION p9

2- POUR UN PREMIER PACTE ENVIRONNEMENTAL p14

2-1 L'environnement et la qualité de vie : essentiels pour la santé

2-2 La terre continue à chauffer

2-3 Un plan concret d'investissements dans le domaine environnemental

2-4 Il faudra remettre en cause des dogmes.

3- FACE AU MONDE QUI BOUGE, LA FRANCE DOIT RESTAURER SON MESSAGE p28

3-1 La France doit réaffirmer son message universel

3-2 L'espace francophone

3-3 Le cadre européen

3-4 La défense

3-5 Le rôle des Outre-mer dans l'international

4- ACCOMPAGNER LA FRANCE QUI CHANGE p41

4-1 Un nouveau pacte économique

4-2 Un nouveau pacte social

4-3 Un nouveau pacte démocratique

4-4 Un nouveau pacte pour la jeunesse

5- CONCLUSION : RENOUER AVEC LES ASPIRATIONS ET LES PRIORITES POPULAIRES p98

Préface

En 2016, notre Club s'appelait encore Démocratie 2012. Son livret-programme s'intitulait : « Pour un nouvel élan ». L'idée était de donner un nouveau souffle au deuxième mandat de François Hollande car nous pensions qu'il allait se représenter et nous le souhaitions.

Tout autre est la situation en 2021. L'élection d'Emmanuel Macron et ses retours en arrière sur les plans social et fiscal, l'explosion des inégalités sociales et les fractures qui s'ensuivirent, la détérioration de la situation climatique, les crises mal gérées qui ont frappé le pays (Gilets Jaunes, épidémie du covid), le défaut d'affirmation de la France à l'international, tout cela nous amène maintenant à un exercice différent. Le déni d'une différence entre Gauche et Droite prôné par Emmanuel Macron et En Marche a eu un effet délétère plus grave qu'on aurait l'imaginer : ce sont les fondements mêmes de la Démocratie et de la République qui ont été ébranlés.

Il va falloir retrouver les chemins de la morale, du sérieux, de la justice sociale et fiscale, du débat d'idée entre la Droite et la Gauche, d'un développement

économique coordonné avec une croissance responsable. Comment ? En intégrant nous-mêmes les notions d'écologie, d'apaisement des tensions et de la création d'un nouvel esprit pour vivre ensemble dans une République bienveillante pour toutes et tous, plus juste mais aussi impartiale, forte et ayant retrouvé sa vocation internationaliste.

Aussi Club D12 s'est-il lancé depuis l'été 2019 dans une réflexion de fond plus globale sur ce que le prochain Président de la République devrait faire. Cette réflexion a été un retardée par les confinements de 2020 et suivants mais nous avons tenu nos délais. Nous avons auditionné des spécialistes, recueilli les notes de nos membres, monté des webinaires, organisé des débats sur notre chaîne Facebook, organisé des groupes de réflexion… Petit à petit nous avons avancé et arbitré dans les nombreuses réunions du Bureau national de D12. Enfin le texte mis en forme par Jean Levain, qui doit être remercié, a été envoyé à toutes et tous nos membres pour d'ultimes amendements. Tout cela a été validé lors de nos rencontres d'été les 24 et 25 juillet 2021.

Ce texte co-construit collectivement grâce à une participation la plus large possible compte tenu des contraintes, n'a pas la vanité d'être l'alpha et l'oméga d'un programme présidentiel clefs en main, d'autant plus que nous savons bien que pendant un mandat beaucoup d'aléas nationaux et internationaux apparaissent, ne permettant pas toujours de réaliser les promesses de campagne et obligeant le Président à régler des problèmes non prévus.

Aussi n'avons-nous pas voulu nous lancer dans un catalogue de propositions à la Prévert, mais indiquer l'état d'esprit et l'orientation qui devraient être prises. Nous avons aussi essayé d'aborder l'ensemble des sujets qui en général, ne sont pas traités. La trentaine de propositions fortes de notre Manifeste s'inscrivent dans cette réflexion mais pourraient être remplacées ou complétées par d'autres, de manière pragmatique, par le prochain Gouvernement que nous appelons de nos vœux, mais tout en restant dans cette orientation. Ce Gouvernement futur sera même sûrement amené à supprimer ou corriger des mesures antisociales prises pendant le quinquennat actuel. En deux mots nous avons voulu redonner

force et vigueur à l'idée de progrès et à la notion d'engagement politique. En rédigeant ce Manifeste majoritairement avec des femmes et des hommes résidant en Régions, nous avons voulu montrer que toute « lumière » ne vient pas que de Paris et ses « technocrates » et que la « périphérie » est elle aussi capable de parler « global et universel ».

Nous avons toujours soutenu François Hollande et lui maintenons notre confiance mais nous nous refusons à décider et à parler à sa place. Quoi qu'il en soit, avec ce Manifeste, Club D12 a le sentiment du devoir accompli. Nous avons privilégié une réflexion de fond avant de parler candidature. Et nous verserons les idées du Manifeste au débat qui ne manquera pas d'avoir lieu à l'occasion de la campagne pour les élections présidentielles.

Août 2021

Jean-Marie Cambacérès

Ancien député.

Président du Club D12.

1-Introduction

La terre chauffe. Le niveau des océans monte. Les déséquilibres climatiques s'accélèrent. La sécurité sanitaire d'une partie de l'humanité est menacée, la biodiversité aussi. Partout, la pollution prospère, le plastique envahit durablement les mers et les océans.

Le monde bouge, avec la multiplication des conflits locaux et la résurgence des sources traditionnelles d'affrontements que sont l'espace « vital » et les frontières, les ethnies ou religions, l'accès aux ressources. Depuis vingt ans le terrorisme s'est imposé dans l'actualité, il essaime en organisations territoriales. Les grands pays émergents veulent exister sur la scène mondiale ou renouer pour certains avec leur puissance passée.

Avec les « Nouvelles routes de la soie », la Chine tente d'imposer sa stratégie sur les théâtres proches ou lointains. Face à elle, le Japon réarme. La Russie joue des muscles vis-à-vis de certains voisins, la Turquie veut retrouver son influence régionale. Aux USA, Joe Biden semble vouloir revenir au multilatéralisme mis

à mal par Donald Trump. L'Union Européenne (UE) peine à s'affirmer.

La société française change. Dans notre France urbanisée, économiquement, le secteur primaire représente aujourd'hui moins de 2% de la population active. La croissance est faible et le chômage reste sur un niveau élevé. Dettes et déficits publics sont importants, la balance commerciale est toujours dans le rouge.

Socialement, on note une tendance au repli sur soi, bien que la quasi-totalité des foyers, connectés accèdent à une information mondiale. Les femmes veulent jouer pleinement leur rôle. Les jeunes et les autres hantent les réseaux sociaux, monde virtuel palliant le monde réel. Avec les progrès de la médecine, l'espérance de vie a bondi et avec elle, la proportion de personnes âgées.

Politiquement, la défiance vis-à-vis des institutions et partis politiques monte et avec elle, l'abstentionnisme. Nos concitoyens ne tolèrent plus des défaillances qu'ils souffraient jadis. Dans sa

formule actuelle, l'Union Européenne, souvent méconnue, fait face à une indifférence critique. Le terrorisme islamiste inquiète, la xénophobie renaît. Quatre ans d'Emmanuel Macron et la pandémie du Covid 19 ont aggravé les choses.

Face à cette triste situation la France doit s'adapter pour rester forte, indépendante et capable de s'adresser au monde en s'appuyant sur les univers francophone et européen. Elle reste riche en ressources. Elle compte parmi les 10 grands pays du monde et les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Près de 300 millions de personnes dans le monde parlent français.

Notre nation a toujours été capable de sursauts salutaires, son peuple a su relever de grands défis au cours de son histoire. Notre nation peut donc se mobiliser si une volonté politique forte, sincère, démocratique et sociale vient l'animer. Nous devons relever ces défis en nous adaptant aux temps modernes mais nous proposons de le faire sans renier les valeurs de la Gauche démocratique depuis Jean Jaurès et en s'appuyant sur les réformes de

progrès accomplies lors de ses exercices du pouvoir. La France peut rebondir du bon côté avec plus de liberté, d'égalité, de fraternité. C'est à cela que notre Manifeste va tenter de contribuer.

2 - Pour un premier pacte environnemental

Lutter contre le réchauffement climatique, la destruction de l'environnement et pour le maintien de la biodiversité doit-être une priorité.

La Conférence Internationale sur le Climat de 2015 (COP21) avait abouti à l'Accord de Paris. Porteur d'espérances, il est aujourd'hui menacé car bien du temps a été perdu. Mais le retour des USA et leur volonté d'y jouer un rôle moteur devraient permettre de relancer les choses. Club D12 s'en réjouit.

Restons cependant prudents car la résilience des doctrines libérales est forte y compris dans l'UE. Privilégiant toujours la « loi » des marchés c'est-à-dire celle des intérêts privés, elles veulent tout relancer comme avant, l'inflation des transports, le productivisme, la toute-puissance du consumérisme qui, fût-il « bio » ou « vert », dévore les ressources rares…

Quant aux puissances majeures ou en émergence comme les USA, la Chine, la Russie, l'Inde ou encore le Brésil, elles continuent à fonder leur économie voire

leur monnaie sur l'exploitation intensive de leurs ressources naturelles… ou de celles des autres.

Il faut donc renforcer la gouvernance mondiale pour la lutte contre le réchauffement climatique, la « décarbonation » des économies, la protection de la biodiversité et la lutte contre les pandémies.

L'Union Européenne, géant économique, pourrait y aider ; les sociétés civiles des pays francophones, aussi. La dynamique de *la COP21* ***se verrait selon nous renforcée par l'organisation tous les deux ans sur ces thèmes d'un grand forum mondial de la société civile, en sensibilisant en priorité l'ensemble des pays francophones.***

Quant à nos critères de mesure, ils ne doivent plus s'inspirer seulement du productivisme. ***Aussi proposons-nous d'utiliser dans les organisations internationales, dans l'Union Européenne et dans chaque pays, plus systématiquement un nouvel indice de bien-être social (BES) complémentaire ou alternatif au PNB et prenant en compte des critères environnementaux et sociaux notamment.***

2.1 - L'environnement et la qualité de vie : essentiels pour la santé

La Terre s'épuise à sustenter l'humanité. En France, face à ce nouveau défi, les changements qualifiés de réformes d'Emmanuel Macron brutalisent la société sans rien résoudre. Nous avons en fait une France urbaine, une France périphérique des grandes métropoles, une France rurale, une France ultramarine enfin avec ses quelques 3 millions de citoyens trop souvent oubliés. Mais de ce constat, aucune conséquence sérieuse n'a été tirée par les politiques publiques.

Sans vision nouvelle, les « quartiers » continuent à s'étendre du fait entre autres de la rémanence d'un urbanisme dépassé, d'un droit des sols passéiste et d'une approche cloisonnée des problèmes. Les services publics et les conditions de transport se sont

dégradés. Le secteur primaire (agriculture, pêche) est toujours menacé par la mondialisation, qui sert de prétexte à l'inféoder à la prétendue « logique » des marchés.

La médecine a progressé, l'espérance de vie a augmenté. Mais la santé n'accompagne pas ce vieillissement et les maladies chroniques sont toujours un défi pour notre système sanitaire.

Presque tous les foyers peuvent accéder à une information mondiale mais les inégalités d'accès à internet restent criantes. Notre jeunesse menacée par un déficit éducatif croissant et risque l'enfermement dans cette bulle virtuelle d'où la violence risque à tout moment d'émerger.

Au plan économique la compétitivité de l'économie française s'est améliorée mais pas assez et la politique industrielle française, inféodée à une vision exclusivement budgétaire donc de court terme, est en échec. La croissance est faible, le sous-emploi s'installe. Les conséquences de la pandémie,

aggravées par la financiarisation de l'économie, resteront sans doute majeures.

Les déficits publics pesaient même avant la COVID, la balance commerciale est toujours dans le rouge, la France s'est même trouvée en récession avec une baisse de 1% du PIB fin 2019 et la même année, son endettement a dépassé 100% du PIB. Un seul exemple : si l'hôpital avait été mieux traité et les mesures anti-pandémies mieux anticipées depuis janvier 2020 (masques, lits, tests, vaccins…), les dépenses ultérieures de soutien auraient pu être moins massives tout en étant aussi efficaces.

Il se vérifie donc une fois de plus que la « gestion » sans projet global et à dominante comptable et fiscale est inadaptée au pilotage de l'économie d'un pays comme le nôtre. De toute façon la conduite d'une nation ne se résume pas à la « gestion », toute relative, de son économie.

La France a donc besoin que son futur exécutif lui propose un projet clair, réellement partagé et démocratiquement contrôlé. Car ce ne sont pas les

moyens qui doivent déterminer une bonne politique, mais celle-ci qui doit inventer les moyens de sa propre réalisation. Emmanuel Macron et son parti En Marche se raccrochent pourtant toujours à un néolibéralisme destructeur au moment même où s'impose dans les esprits une évidence : l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la santé à laquelle nous avons droit, doivent à nouveau relever de notre responsabilité collective et non des « marchés » qui par définition ne s'intéressent qu'au profit.

Ceux qui continuent à ressasser le paradigme libéral sous prétexte de mondialisation se sont donc mis hors-jeu pour nous proposer des solutions d'avenir. C'est pourquoi nous voulons contribuer à imaginer les solutions et les décisions à prendre pour la France et à les planifier sous la forme d'un Nouveau Projet de Développement.

Nos propositions veulent répondre à deux exigences : être justes et motivantes pour les Françaises et les Français et bonnes pour la France, la sphère francophone, l'Europe et par là-même pour la Planète.

2.2 - La Terre continue à chauffer

La température externe de la Terre monte régulièrement. Le déséquilibre climatique transparaît dans la fonte des glaciers et la montée des eaux. La sécurité alimentaire d'une partie de l'humanité est bel et bien menacée. Ce bouleversement en voie d'accélération est lié aux activités humaines. Mais quoique co-responsable de tout cela, la France a échoué depuis 2017 à susciter une coalition européenne pour faire mieux entendre une voix forte sur les moyens à engager.

2.3 - Un plan concret d'investissements dans le domaine de l'environnement

Avec François Hollande en 2015, la France avait réagi en initiant l'Accord de Paris sur le climat et adopté une loi de transition énergétique restée depuis en veilleuse. Il faut maintenant reprendre ces chantiers et aller plus loin, plus fort.
C'est une véritable « écologisation » de l'ensemble de l'industrie, de l'agriculture, des services et de l'activité humaine qu'il faut maintenant cibler car on ne saurait se satisfaire de quelques progrès d'un secteur « écologique » restant minoritaire à côté d'un secteur « polluant » toujours majoritaire.

Ainsi un plan d'avenir doit-il être proposé aux industries des mobilités qui doivent faire de la transition écologique un paradigme de leur recherche. L'UE devrait y contribuer avec des coopérations industrielles de grande ampleur. Alors,

prenons au mot la Commission Européenne pour un grand plan d'investissements publics en énergies de demain, compatible avec cette transition. Nous ne sommes pas pour la décroissance mais pour une croissance durable.

De façon générale, il faut développer les infrastructures favorables à l'intermodalité et aux mobilités douces, favoriser le partage (co-voiturage) et redonner du pouvoir aux territoires pour qu'ils basculent vers une intermodalité : voies fluviales, voies ferrées, transports routiers publics offrant une option face à l'usage de la voiture individuelle quand c'est possible et souhaité par les usagers. Ajoutons-y un grand programme de recherche sur les transports mus par de nouvelles sources d'énergie notamment l'hydrogène liquide.

L'isolation thermique et de rénovation des logements, la promotion réelle des circuits courts, la maîtrise de l'étalement urbain, le freinage de la surconsommation, la diminution des gaspillages, sont aussi au programme. En un mot, il faut promouvoir tout ce qui peut « décarboner » l'économie. Nous

souhaitons aussi que l'ONU engage une campagne de sensibilisation et de responsabilisation mondiale en demandant que tout habitant de la planète s'engage à ne pas chercher à climatiser son environnement (habitation, bureau, moyen de transport, etc…) à moins de 21°C en été ni à le chauffer à plus de 19°C en hiver.

Restons cependant lucides. Avec le tout-électrique en 2035 pour les voitures, souhaité par la Commission Européenne, on risque de se rendre plus dépendants de la Chine qui contrôle plus de 80% des métaux rares nécessaires à leur fabrication, sauf à découvrir et à exploiter des mines en Europe. Se posera aussi le problème de recyclage des batteries. Les énergies renouvelables sont toutes à développer y compris l'hydrogène, mais il faut veiller à ce que certaines d'entre elles comme les éoliennes ou les panneaux solaires ne se révèlent pas pires que le mal. De plus on ne pourra les développer qu'en sachant stocker l'électricité produite et pratiquer une politique pérenne des prix de l'énergie avec des acteurs techniques et financiers solides. Sous ces réserves,

faire de la France le pays pionnier du stockage de l'électricité serait une bonne proposition.

En attendant ne sacrifions pas brutalement le secteur des centrales nucléaires, d'autant plus que de nouvelles avancées scientifiques sont ici à attendre ; en effet les autres secteurs de l'énergie renouvelable ayant pris du retard, la France serait ensuite obligée de réactiver voire de reconstruire des centrales à charbon pour satisfaire ses besoins en électricité, ce qui irait à l'encontre de ces objectifs de baisse des émissions de CO2. De plus évitons que notre pays disposant au départ une avance technologique dans le nucléaire, s'y retrouve à la remorque d'industries étrangères. Par ailleurs Club D12 conteste la façon dont le gouvernement veut avec le projet « Hercule », démanteler l'EDF, le cœur de notre système énergétique.

2.4 - Il faudra remettre en cause des dogmes

Les chantiers sont nombreux. Rappelons qu'il faut éviter d'opposer les causes écologique, sociale et maintenant sanitaire. L'irruption des Gilets Jaunes sur la scène politique doit nous interpeller car les riches, favorisés par la crise, deviennent toujours plus riches et les pauvres, plus pauvres. Or les pauvres ne se paieront pas éternellement de mots.

De fait, la transition écologique si elle veut prospérer, contraint à une remise en cause des dogmes néolibéraux et libre-échangistes. Rejeter la faute sur les lobbies est vain car ils ne prospèrent que par la naïveté, la pusillanimité ou parfois la connivence des décideurs.

La France, avec l'UE, doit continuer à soutenir une prise de conscience transnationale notamment par son influence dans une sphère francophone porteuse d'avenir. Mais il faudra agir fort car les pressions sont

puissantes pour revenir à tout moment au *big business as usual*.

3 - FACE AU MONDE QUI BOUGE, LA FRANCE DOIT RESTAURER SON MESSAGE

3.1 - La France doit réaffirmer son message universel

N'en déplaise aux esprits chagrins, la France garde une vraie place dans le monde où près de trois cent millions de femmes et d'hommes ont la langue française en partage. Nous devons leur parler avec plus de considération et d'empathie fraternelle car c'est en inscrivant une action cohérente dans plusieurs cercles concentriques que nous pourrons agir ensemble

Côté UE, ce n'est pas forcément « moins » d'Europe que veulent les Français, mais seulement que leurs dirigeants regardent enfin l'UE comme elle est et non sous le calque de leurs rêves personnels. Ils veulent aussi qu'ils en fassent l'outil efficace d'une vie meilleure pour eux plutôt qu'un prétexte à botter en touche pour esquiver leurs propres responsabilités politiques ou pratiquer à l'insu de leur plein gré des politiques qu'ils ont critiquées pour se faire élire.

L'actuel Président de la République a quant à lui un bilan très douteux malgré l'écran de fumée médiatique genre « *France is back* ». La France n'avait pas à être *back* puisqu'elle n'avait jamais été absente, c'est plutôt Emmanuel Macron qui s'est isolé au sein de l'UE et même de l'OTAN. Il n'a rien fait avancer au Proche-Orient ni avec la Russie et déçoit nos amis historiques sans pour autant en gagner d'autres.

Il nous faut maintenant réaffirmer en l'actualisant le message universaliste et internationaliste que la France a su porter au long de son histoire (ISF vert, protection de l'environnement, lutte contre la faim dans le monde, accès à l'eau, droits de l'Homme, Etat de droit, liberté d'expression…).

Quoiqu'on en dise le modèle français n'est pas dépassé. Celui qui l'est, c'est le modèle capitaliste de la concurrence à tout prix, incompatible avec un modèle nouveau de développement. Et la France doit donc incarner une société dynamique de liberté et du bon vivre ensemble, redevenir exemplaire et devenir porteuse d'apaisement mondial.

La France doit également expliciter son concept de laïcité, souvent méconnu, déformé voire combattu. ***Nous proposons donc que le 9 décembre devienne la journée de la laïcité, et pas seulement dans les écoles. Qu'en ce jour-là, toutes nos ambassades, nos administrations et nos collectivités prennent des initiatives pour organiser des événements destinés à vulgariser et mieux expliquer la laïcité.*** Le gouvernement vient d'annoncer qu'il allait le faire. Il faudra surveiller l'effectivité de cette annonce

La France devrait aussi proposer que les grands thèmes formant la colonne vertébrale de notre modèle social deviennent ceux de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Union Européenne. Dans un premier temps, des groupes de travail pourraient y être institués pour y réfléchir.

Si l'on ne peut stopper la mondialisation, du moins faut-il la réguler. On ne peut abolir les marchés financiers ou de matières premières, mais il faut définir des pans de biens communs qui doivent leur être soustraits. Et c'est à la gauche de protéger

les plus faibles sinon elle perd sa raison d'être et donc, logiquement, leur soutien. La France devrait donc porter deux idées : une taxe européenne sur les transactions financières abondant directement le budget de l'UE et au niveau mondial une taxe-plancher des grandes entreprises, notamment des GAFAM. Club D12 qui a toujours défendu cette idée se réjouit que les USA et le G20 aient décidé récemment d'aller dans cette direction.

3.2 - L'espace francophone

L'espace francophone, défini comme l'ensemble des pays ayant aujourd'hui ou demain le français en partage, doit être un lieu où la France agit plus activement. ***Club D12 se prononce pour une francophonie plus active : renforcer les media francophones à l'international, la présence de la langue française sur internet et surtout organiser des projets communs et ambitieux avec les sociétés civiles. Toutes les associations francophones devraient pouvoir être associées à l'OIF même si elles n'ont pas la nationalité des pays membres***

De plus, l'avenir du français n'est pas seulement en Afrique, il est aussi en Asie et aux Amériques. Nous proposons qu'un véritable « Davos francophone » économique, social et culturel ait lieu chaque année dans un « rendez-vous » à l'île Maurice « pont bilingue » (franco-anglais) entre l'Afrique et l'Asie.

Vues son histoire et sa proximité géographique avec ce continent, la France doit lancer un partenariat plus poussé avec l'Afrique qui intégrerait notamment deux points importants : augmenter l'APD (Aide Publique au Développement), pour viser 0,7% du PNB et accepter le droit d'initiative des ONG africaines pour les projets finançables par l'APD.

3.3 - Le cadre européen

L'Union Européenne a été une grande aventure et un grand espoir de la deuxième moitié du XXème siècle. Toutefois sa vulnérabilité, ses règles budgétaires, le dogmatisme de son exécutif, l'esprit bureaucratique de certaines décisions et surtout son mode de gouvernance font que beaucoup de citoyens surtout parmi les moins favorisés, la considèrent aujourd'hui

comme une administration supplémentaire, voire l'instrument d'une hégémonie conservatrice.

Si l'UE ne se repense pas complètement, c'est donc paradoxalement le projet européen qu'elle mettra elle-même en danger. En effet, le tour de passe-passe qui a consisté avec Nicolas Sarkozy à substituer au « non » des citoyens le « oui » des parlementaires pour considérer ensuite la ligne « Maastricht » comme un fait accompli, est resté dans bien des mémoires et n'est sans doute pas étranger au rejet actuel des « politiques » par les citoyens.

Il serait donc dangereux de pousser les feux européens sur une base politique aussi fragile et ce d'autant plus que le Brexit est passé par là. Que pour les Britanniques leur choix ait été justifié ou non, qu'il soit bon ou non pour eux et pour la Grande-Bretagne, l'équilibre européen a en été lourdement modifié et il faut en tirer les leçons.

D'autre part une forme d'intégration européenne ne saurait reposer, pour l'essentiel, sur une théorie économique libérale, qui d'ailleurs apparait de plus

en plus dépassée, et qui se trouve en contradiction avec le nouveau projet officiel de développement vertueux et social.

Club D12 se réjouit que l'Allemagne ait accepté, sous la pression de la pandémie, un début de mutualisation des dettes par l'UE et pense qu'il faut aller plus loin dans ce sens. Club D12 propose aussi que la lutte contre la fraude fiscale soit renforcée. Sur d'autres points plus particuliers, nous souhaitons : qu'une taxe sur les transactions financières soit instaurée dans les 27 pays membres et aille directement au budget de l'Union, que la lutte contre la fraude fiscale soit renforcée notamment face aux paradis fiscaux, qu'une grande politique européenne de l'«océan» soit mise en place à l'instar de la politique « spatiale » qui est un succès. L'«océan» est en effet un élément essentiel à l'avenir de l'humanité et l'UE est très concernée de par les espaces océaniques autour des territoires ultramarins français parmi les plus vastes du monde.

En résumé, Club D12 se prononce pour une autre Europe : plus humaine, plus sociale, plus

écologique, plus démocratique, plus souveraine (énergie, santé, numérique, intelligence artificielle, défense, alimentation) et accueillant mieux les migrants.

3.4 - La défense

La défense nationale, c'est évident, doit être d'abord nationale, pour prendre en compte notre vision internationale et nos intérêts mondiaux ce qui n'empêche pas des collaborations au niveau européen et une présence exigeante dans l'OTAN.

Ainsi, la coopération européenne est nécessaire pour davantage de coordination (interopérabilité, cyber-sécurité) et de mise en commun de moyens industriels pour des programmes d'équipements à long terme (avions, hélicoptères, drones, chars, navires, espace, protection des abysses, cyber défense…). Le récent épisode afghan peut amener les dirigeants européens à aller plus loin. Cette problématique doit être bien explicitée aux citoyens. D'autre part le Parlement doit être impérativement et

préalablement associé aux décisions d'engagement ou de désengagement militaire.

Par contre la dissuasion nucléaire doit rester exclusivement nationale, seul le Chef de l'Etat est à même de juger si elle peut être employée et si nos intérêts vitaux sont menacés.

En ce qui concerne les opérations à l'étranger (OPEX), quand elles contribuent à la sécurité directe ou indirecte de l'Europe, nos partenaires de l'UE doivent être mis à contribution au moins sur le plan budgétaire pour les opérations extérieures. D'une manière générale les dépenses militaires devraient être sorties des critères budgétaires de Maastricht (si ces derniers sont remis à l'ordre du jour après la pandémie) et ne pas être inclus dans les 3% tolérés de déficit budgétaire.

Quant aux ventes d'armes elles peuvent certes, face au monde tel qu'il est, seconder une politique étrangère claire et structurée. Mais en aucun cas il ne doit s'agir de l'inverse : les ventes d'armes ne doivent pas être en contradiction évidente avec nos propres

principes dont celui du respect des Droits de l'Homme. Le point devra être fait pour pointer les dérives et y mettre fin. Les choses doivent être reprises en main.

3.5 - Le rôle des outremers dans l'international

Dans le « grand jeu » de la géopolitique mondiale, les outremers français ont un rôle essentiel à jouer. Ils sont porteurs d'atouts du développement et du rayonnement de la France, seul « pays-monde » au XXIe siècle. Présents dans tous les océans, ils balisent en effet un réseau planétaire inégalé dans le monde, avec la connectivité du XXIe siècle.

Mais leur situation se tend sous l'effet de différents facteurs. Nos compatriotes ont besoin d'espoir, d'emplois surtout pour les jeunes, d'un meilleur niveau de vie, d'être mieux intégrés à la communauté nationale et de mobilité. Il nous faut sortir par le haut de cette situation sous peine de devoir bientôt y faire

face dans les plus mauvaises conditions. Certains signes avant-coureurs nous en avertissent déjà.

Les outremers français font partie de la communauté nationale, ils doivent être reconnus comme un atout majeur au développement de la France.

Nous proposons donc d'en faire les pivots d'une stratégie de « plaques d'influence » régionales créant zone par zone des synergies de développement économique et culturel, tout en les intégrant mieux dans leur environnement international proche (Cône sud de l'Afrique, Amériques, Océans indien et Pacifique).

Ainsi nos compatriotes ultramarins pourraient-ils enfin sortir peu à peu de la dépendance métropolitaine, trouver des emplois sans faire des milliers de kilomètres et la France, retisser des liens avec des zones de la planète où la culture française fut présente et reste en filigrane. Pour nos secteurs de la pêche, de la recherche médicale et de la construction navale, pour nos scientifiques et

chercheurs, nos media, nos industries et forces de défense et en particulier la Marine Nationale, pour nos compagnies aériennes, des opportunités intéressantes pourraient naître, génératrices d'emplois et de nouveaux partenariats.

4 - ACCOMPAGNER LA FRANCE QUI CHANGE

Notre réflexion doit tenir compte des changements de la société française. Nous ne pouvons plus aborder les problèmes de la société au XXIème siècle avec des raisonnements ou des mesures obsolètes. Les seuls critères pour juger des décisions à prendre doivent par contre rester : Est-ce bon pour la France, est-ce juste et bénéfique pour les Françaises et les Français ?

Pour promouvoir de nouvelles avancées sociales, il faut de la croissance. Nous ne sommes donc pas pour la décroissance, mais pour une croissance durable, vertueuse et conforme à nos valeurs et idéaux. Avec le pacte **environnemental**, dont nous avons parlé au début du Manifeste, nous proposons trois nouveaux pactes globaux : **économique**, **social et démocratique** et un pacte spécifique pour les **jeunes**, gage d'une société intégrée. Notre Manifeste propose donc 5 pactes.

4.1 - Un nouveau pacte économique

Il comporte aussi des aspects politique, social et environnemental. Des avancées avaient eu lieu sous le quinquennat de François Hollande, certaines ont été remises en cause par Emmanuel Macron. De toute façon, il faut aller plus loin.

Il faut aussi revoir la stratégie et les priorités globales avec un nouveau concept pour l'entreprise, le rôle et le bon fonctionnement de l'Etat et des collectivités locales.

Une stratégie et des priorités globales

Une vraie stratégie industrielle nationale conçue, planifiée, contrôlée et soutenue par des financements adaptés est plus que jamais une priorité. Elle devrait viser à :

- Favoriser l'émergence d'un tissu d'entreprises moyennes capables d'affronter la compétition internationale grâce à une capitalisation suffisante et continue.
  Rétablir prioritairement un climat de confiance avec les petits et moyens entrepreneurs.
- Avoir une vraie stratégie du commerce extérieur pour le faire évoluer méthodiquement dans le cadre d'objectifs définis et sanctionnés.au travers d'une programmation (Plan).
- Contenir l'influence de la finance et la mettre au service du bien public.
- Lancer une réforme fiscale globale permettant une baisse de la pression fiscale sur les classes moyennes. Le rétablissement d'un ISF (qui serait un ISF-vert) est important au plan symbolique. Face aux difficultés de la période, les riches doivent contribuer davantage.
- Mieux coordonner, sans dépendance toutefois, le monde de la recherche et celui de l'entreprise industrielle, agricole ou de services : la fuite des cerveaux et des brevets est grave et il faut y

remédier en réformant l'enseignement supérieur, père de la recherche.

- Mettre en œuvre des idées novatrices comme :
  - la création d'un portail unique pour les PME, TPE et artisans.
  - permettre aux autoentrepreneurs d'embaucher 1 salarié en CDD/CDI avec l'obligation de changer de statut 2 ans après l'embauche du salarié
  - pour les PME / TPE, baisser le taux de l'IS pour celles qui ne distribuent pas plus de 30% du résultat distribuable en dividendes et renforcent donc leur structure
- Favoriser les modèles économiques alternatifs : mouvement coopératif, ESS, SEL (Services d'Echanges Locaux), initiatives de revitalisation territoriale, tiers-lieux…. Cette économie sociale et solidaire qui met en avant la solidarité plus que le rendement du capital est bien adaptée aux défis de la période. Plusieurs mesures sous François Hollande avaient déjà contribué à son développement. Il faut aller plus loin pour l'encourager. On peut imaginer par exemple de

nouvelles formes d'assurances collectives par la création d'un fonds de garantie des activités solidaires qui auraient été labellisées.

Pour impulser tout cela, il faut abandonner le principe d'un ministère unique, censé mettre les finances de l'Etat au service de l'économie nationale mais qui dans les faits, provoque hélas le résultat inverse c'est-à-dire le démantèlement progressif de nos industries et services et leur aliénation à des intérêts extérieurs.

Il faut aussi mieux doter le Commissariat Général au Plan récemment recréé pour lui permettre de remplir sa fonction qu'un Nouveau Projet de Développement rendrait indispensable et de suivre les résultats qui peuvent ainsi être sanctionnés positivement ou négativement.

Dans cette perspective, la « nouvelle économie » c'est-à-dire les PME, l'ESS, les nouvelles entreprises et la recherche constituent un ensemble homogène ; le bloc des grandes entreprises et des relations avec les « majors » internationales des services (GAFAM ou

consultants par exemple), un second. La finance publique proprement dite, un troisième qui reste essentiel mais doit cesser d'être dominant : les budgets doivent suivre la politique et non la déterminer.

Il convient aussi de réconcilier le secteur financier et l'entreprise en offrant au premier une rémunération et un contrôle suffisants de ses risques, à la seconde une puissance d'investissement et une robustesse indispensables à son projet. Un « Grenelle des PMI-ETI » à Bercy permettrait aux patrons moyens et au monde de la finance de s'expliquer pour construire ensemble un code de bonne conduite mutuelle sous la férule efficace et conclusive de l'Etat et non d'un seul ministère.

La transmission facilitée du capital, l'***augmentation de la représentation des salariés dans les instances de gouvernance des entreprises***, une aide efficace des régions constitueraient un deuxième volet de ce Grenelle ou plutôt de ce « Bercy » libéré de son esprit budgétaire ; un accès privilégié aux marchés et au soutien publics, le troisième volet.

Pour les **grandes entreprises**, toute aide significative devrait être gagée par une prise de participation effective au capital du groupe bénéficiaire et s'orienter plutôt vers les investissements d'avenir que vers la préservation de secteurs menacés, dont la mutation peut toutefois être accompagnée. Ce sont en effet les entreprises qu'il faut aider, non leurs actionnaires devenus trop souvent des fonds de pension apatrides, sans lien avec le projet d'entreprise et à la seule recherche du profit instantané.

Comme d'autres activités de base proches des ressources naturelles, l'agriculture est vitale pour l'économie française. Un nouveau type d'agriculture durable doit être encouragé. Sans être exhaustives, plusieurs mesures seraient importantes dans cette perspective :

- La création d'une BPI spécialisée, soit *ex nihilo* soit par restructuration de la nébuleuse du Crédit Agricole et des banques actives du secteur qui pourrait permettre de mieux soutenir l'essor de notre agriculture avec un

nouveau paradigme. En effet aujourd'hui, les partenaires du monde paysan raisonnent encore « productivisme et marchés ».

- Veiller à ce que les normes n'étouffent pas les agriculteurs et que leurs représentants soient bien présents dans les instances qui les prennent y compris au niveau de l'UE.
- D'autre part les circuits de l'alimentation humaine de base et de l'eau, richesse basique du monde agricole, doivent impérativement être retirés du domaine spéculatif.
- Soutien à toutes les mesures pour le bien-être animal.
- ***Favorisons aussi les nouvelles formes d'agriculture, les économies d'énergie, d'aménagement du territoire et de mobilités : agro-écologie, agro-forestation, bien-être animal amélioré, utilisation d'énergies non fossiles.***

L'aménagement du territoire est étroitement lié à la problématique agricole et nous plaidons pour une réelle « multipolarité urbaine »

grâce à un réseau de villes moyennes reliées par la voie ferrée et si possible par des voies navigables.

Les capitaux privés ne s'orientent pas spontanément vers les infrastructures d'intérêt général, faute d'y trouver un retour rapide sur investissement. L'action de l'investisseur public pour modifier la donne est donc ici décisive, lui seul étant capable d'assurer la soutenabilité d'investissements dans le long terme, que ce soit en matière de rentabilité sociale ou de prises de risques lourds.

C'est le cas des infrastructures ferroviaires et fluviales. Certaines grandes collectivités ont compris l'intérêt stratégique de leur maillage pour la transition écologique, afin d'éviter une politique du fret désastreuse sur le plan écologique, mais aussi social. C'est une piste à développer.

Pour les transports publics, il est possible d'envisager la gratuité pour certaines catégories de la population ; mais nous sommes réservés

sur la gratuité totale des transports : ceux qui ont les moyens doivent pouvoir contribuer à ces services publics.

Revisiter les buts de l'entreprise

En France, la vision de l'entreprise est souvent polluée par des préjugés. L'entreprise est considérée, à droite comme une vache sacrée, à gauche comme le carrefour de l'exploitation et des magouilles financières. En fait l'entreprise a plutôt besoin de retrouver son sens, celui d'une communauté qui travaille en vue d'un profit partagé qui mesure une performance dans l'esprit mobilisateur d'un vrai métier.

L'entreprise doit donc rester une association profitable entre des gens qui lui restent fidèles et s'incarnent dans un métier. Et non, comme elle tend à le redevenir, un objet trop vite grandi de pure spéculation pour de fugaces investisseurs ou parfois un piège comme le statut

d'autoentrepreneur peut l'être. Elle doit aussi garder son dynamisme pour la France et son utilité sociale pour les Français.

Plus généralement il s'agit maintenant non de stopper les machines pour « économiser » mais de nourrir les dépenses par une mobilisation de nos forces. Il faut investir, innover avec le soutien de l'Etat. Ce nouveau pacte économique, plus vertueux que le précédent, doit entrer en synergie avec un nouveau pacte social.

Afin d'y aider la préparation de tous les budgets devra prendre en compte le présent (salaires, services publics, protection sociale, chômage, santé, éducation, sport et culture) comme le long terme (transition écologique, « décarbonation » de l'économie, protection de l'environnement et de la biodiversité, recherche) ainsi que la reconquête de notre autonomie productive. Tout cela est une raison de plus pour revaloriser la notion de programmation nationale et le rôle d'un Commissariat Général au Plan.

4.2 - Un nouveau pacte social

Disons le tout de go, avant toute autre chose un nouveau Président de la République de gauche devrait convoquer en priorité une Conférence salariale, pour augmenter le pouvoir d'achat de la grande majorité des Françaises et des Français.

Il est frappant de voir que les Français, qui se déclarent si attachés au maintien de leur modèle social, sont en même temps de plus en plus critiques à l'égard de ses effets pervers, au point aujourd'hui d'être majoritairement acquis à son adaptation. Pour citer un exemple : un même montant d'une prestation (quelle qu'elle soit), en région parisienne, dans une grande agglomération urbaine de province ou en zone rurale n'assure pas la même préservation du niveau de vie. On ne vit pas de la même façon à Paris et en Corrèze. Il faudra donc travailler sur le concept du « reste à charge » ou « reste pour vivre », seul moyen de recréer une forme d'égalité devant la diversité des situations individuelles et territoriales.

En quatre ans les inégalités et la pauvreté ont progressé, le chômage risque d'augmenter encore après la suspension des aides COVID. Le contexte social est très dur avec une jeunesse qui peine de plus en plus à se faire embaucher et une fraction croissante de la population en défiance.

Ajoutons-y une contestation permanente avec plus d'un an de « Gilets Jaunes », plus de 6 mois de grèves à l'hôpital et plus d'un mois contre la retraite « à points ». Tout cela n'est pas sain. Seule la pandémie et l'état d'urgence empêchent une explosion sociale, répit dont l'exécutif profite pour vouloir poursuivre ses « réformes » régressives visant les APL, l'indemnisation du chômage ou les retraites.

Il faut donc redonner à tous l'espoir de réussir. Voilà ce que devrait être le chantier principal de toute la Gauche, des forces de progrès et des républicains sincères. Car la plupart des Français sont ouverts, tournés vers le monde, dynamiques et pour les plus jeunes, prêts à s'engager tout en voulant une société qui leur fait confiance et leur donne responsabilités et chances.

Remettons en avant nos valeurs et nos idéaux (éthique, honnêteté, service public, protection des minorités et meilleur accueil des migrants, justice sociale et fiscale). Mais n'oublions pas en route, sous peine de retomber dans l'échec d'une gouvernance technocratique, un élément essentiel du succès : l'adhésion populaire.

La sécurité des personnes et des biens

Pour cette aspiration essentielle à tous, les solutions sont à rechercher dans une application ferme, exemplaire, coordonnée et rigoureuse de l'arsenal de textes existants et non dans l'inflation de lois de circonstance. ***Il s'agit bien sûr de rétablir l'autorité de la République sur tout le territoire pour assurer la sécurité des personnes et des***

biens grâce entre autres au recrutement de policiers et gendarmes et au rétablissement d'une police de proximité.
Associée au renseignement local, cette police déconstruite par Nicolas Sarkozy, est indispensable à la gestion des conflits comme au contrôle des commerces et actions illicites. Le maintien de l'ordre doit par contre être réservé aux seuls personnels compétents, les Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS) et les gendarmes mobiles.
Parallèlement le rôle et des moyens de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) doit être revalorisé et ses moyens accrus.

L'indépendance de la Justice qui est malmenée actuellement doit être réaffirmée, mais en plus un effort budgétaire et en personnel très important doit être doit pour l'institution qui est engorgée faute de

moyens. Nos concitoyens se plaignent de la lenteur de la justice. Cet effort budgétaire doit permettre aussi de mettre les prisons françaises aux normes européennes pour éviter la surpopulation carcérale, facteur de nombreux maux.

La coordination constante et institutionnelle avec l'environnement électif, social et associatif reste vitale. Le rôle des élus, en particulier, est essentiel sur le terrain et pour développer un nouveau schéma urbain alternatif, nécessaire à la gestion de la sécurité et d'un meilleur vivre-ensemble. Il faut enfin considérer l'urbanisme comme un tout qui veut satisfaire les aspirations populaires : vivre paisiblement dans son quartier et le plus près possible de son travail car tout le monde ne peut télé-travailler.

Le cadre de vie ne peut être dissocié de la vie qui l'anime, et ce sont les élus responsables (maires et adjoints) qui gèrent l'urbanisme. Il

faut donc absolument les former en début de mandat. Une formation accélérée préalable de 2 mois sur leurs 6 ans de mandat leur serait proposée avant exercice effectif de leurs responsabilités sur des sujets essentiels (sécurité, droit, finances, urbanisme, logement). Un investissement quasi-gratuit si l'on considère les enjeux et les conséquences des erreurs politiques commises par incompétence, naïveté ou pire.

La parité

François Hollande avait initié un vrai bond en avant en organisant les élections par tandem cantonal pour les départements. Le succès a suivi : 50% de femmes dans les conseils départementaux et de plus en plus dans les instances de Gouvernance locales. Cet effort doit être continué.

Club D12 avance sept propositions s'inspirant du principe de « démocratie paritaire » :

- ***garantir au niveau de la Constitution et de lois spécifiques la parité et l'égalité des femmes dans toutes les institutions et assemblées politiques, à tous les niveaux***
- ***garantir les mêmes principes de parité et d'égalité sur le plan professionnel, salarial et autre dans les entreprises et organisations professionnelles***
- ***ratifier la Convention internationale (C190) de l'OIT, contre toutes les violences faites aux femmes dans le monde du travail***
- ***renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes dans la sphère familiale, violences qui atteignent par contrecoup les enfants***
- ***rappeler que la lutte pour l'égalité des femmes doit être menée conjointement par les femmes et les hommes***

- ***prendre des mesures spécifiques sur le plan de l'éducation, dès la maternelle, notamment dans les zones sensibles pour combattre les stéréotypes de toutes natures.***
- ***Créer un Observatoire Régional de la Parité et de l'Egalité indépendant dans toutes les régions en métropole et dans les outremers.***

Le logement en France

Ce sujet toujours très sensible doit être traité globalement et ne saurait être disjoint des questions de finance générale, d'urbanisme, de transport, de sécurité ou de justice sociale car tout le monde a besoin d'un toit adapté à

ses besoins, à sa dignité et si possible à ses souhaits.
Il n'y a pas d'un côté le logement dit « social » (en réalité, le logement « aidé » destiné à l'origine aux personnels travaillant pour l'industrie et non aux publics en misère de logement) et de l'autre « le reste ». D'autre part les marchés du logement inter-réagissent et varient d'une région à l'autre ce qui compromet l'efficacité des lois « nationales ».

Or, les politiques menées depuis des décennies, quoique de plus en plus coûteuses, sont en échec. Trop compartimentées, elles reposent aussi sur des préjugés aussi tenaces qu'injustifiés comme celui qui exige que les familles modestes ou même les classes moyennes restent indéfiniment locataires et amène donc à ne voir de solutions que dans la construction de nouveaux logements, ce qui est un leurre car la demande galope alors que

l'offre trottine ou même piétine suite à l'accumulation des contraintes.
On a ainsi créé un immense parc de « promotion subventionnée », régi par des règles parfois étranges voire incohérentes mais que l'Etat a fini par avaliser. Nous proposons donc, en ces temps où des capitaux énormes et mal rémunérés cherchent à s'employer sans risque, de relancer un grand effort d'épargne-logement permettant l'accession modeste, qui sécurise un toit pour plusieurs générations et favorise l'effort de construction de logements de qualité accessibles à tous.
Pour le secteur locatif aidé nous proposons que le loyer devienne strictement proportionnel au revenu familial défini par les CAF et qu'en zones de tension, les plafonds d'accès HLM soient revus à la baisse.
Plusieurs autres mesures sont envisageables pour rétablir la justice sociale et surtout éviter de contribuer objectivement à la rareté du logement donc à sa cherté. Dans le même

esprit il faut que l'usage de baux emphytéotiques devienne la règle en secteur aidé de façon à pouvoir recapitaliser ce secteur et en finir avec un urbanisme favorisant *in fine* l'apartheid social et ses conséquences.

Club D12 tient beaucoup au principe de mixité sociale, mais la pratique montre que les quotas par commune, nécessaires, ne sont pas suffisants et même parfois conduisent à la création de « ghettos ». D12 souhaite que qu'un système de mixité sociale par immeuble soit testé dans des communes candidates.

- Développer l'intergénérationnel et mieux prendre en compte le vieillissement.

  Marquer la solidarité entre générations affermit un pays et sa résilience. Les dresser les unes contre les autres comme l'a fait Emmanuel Macron, provoque bien sûr le résultat inverse. Aujourd'hui que propose-t-on en effet aux seniors ? Rien sinon d'attendre au chômage l'âge de la retraite. Aménageons plutôt les fins de carrières et prévoyons des contrats de travail adaptés aux seniors pour assurer la transition avec la retraite plutôt que de pousser les entreprises à « réduire leurs coûts » et à s'appauvrir brutalement en ressource humaine.

  La crise du Covid a montré que dans certains EPHAD, la prise en charge des personnes âgées et dépendantes n'avait pas la qualité et le respect de la dignité que l'on serait en droit

d'attendre dans la France du XXIème siècle. Une réflexion devra être engagée sur ce sujet et des mesures d'amélioration devront être prises.

- La laïcité

La laïcité ne doit pas être un objet d'incantations et de surenchères. Elle n'a pas et ne doit surtout pas avoir de couleur politique. Elle procède aujourd'hui d'un consensus de l'ensemble des Français quelles que soient leurs idées ou croyances, sur une règle de vie commune et doit contribuer à maintenir l'unité de notre culture.

C'est pourquoi quelques heures dispensées à l'Ecole publique, en concurrence avec des messages contraires massivement véhiculés par le monde extérieur, seraient certes nécessaires mais ne sauraient suffire à inculquer cette notion essentielle. De plus elle se doit d'être non une doctrine trop souvent

abstraite donc incompréhensible et parfois biaisée mais redevenir action, exemples et organisation. Cela passe par une contractualisation entre tous les acteurs de l'éducation que sont les familles, l'enseignement public et privé, les collectivités territoriales, le monde associatif, les media et réseaux, l'Etat au sens large et les organisations confessionnelles ou philosophiques, afin que tous concourent au vivre-ensemble dans une République laïque.

Nous proposons d'instaurer une journée nationale et mondiale de la laïcité, tous les 9 décembre, sur le modèle de la fête de la musique, ce qui permettra de réaffirmer partout, et pas seulement à l'école, les principes fondamentaux de la loi de 1905.

- La culture

La culture française est aujourd'hui en concurrence avec la culture américaine et demain chinoise. C'était déjà vrai avec

Hollywood, ce l'est plus encore avec les GAFAM. Demain des « GAFA » chinoises aussi puissantes vont en effet imposer leur vision des choses avec le contrôle de milliards de données. Il est important que la France investisse massivement ces domaines du « soft power » international avec ses partenaires francophones.

Au sens classique cette fois-ci, la culture est un puissant facteur de cohésion, d'ouverture et de créativité en société. Elle doit être enseignée dès l'école. Elle ne se limite pas au champ artistique mais comprend aussi les cultures régionales, francophones et européennes que nous devons promouvoir. Elle nous donne les moyens de comprendre le monde pour pouvoir le transformer. Nos propositions :

- ***Inciter les citoyens aux pratiques artistiques car c'est ainsi que le public devient amateur ou praticien et que naissent des vocations***

artistiques et une demande culturelle positive

- ***Développer l'éducation à la culture dès l'école et réactiver l'éducation populaire.***
- ***Les langues régionales sont essentielles pour la richesse culturelle de la France. Nous souhaitons que leur enseignement soit promu dans les régions, mais aussi au niveau national avec la création d'un Institut National des Langues et Cultures Régionales (ILCR), en partenariat /délégation avec le ministère de l'éducation nationale.***
- ***Favoriser l'interdisciplinarité par la création d'une Ecole Nationale des Arts.***
- Promouvoir la coordination entre initiative privée, associations, collectivités territoriales et

administrations en s'appuyant sur les nouvelles technologies.

- Optimiser le financement de la culture hors l'action publique, développer les centres d'art numérique en France.

- ***Mettre en place une Conférence Nationale du Vivre Ensemble***

Pour éviter le délitement de la société et les radicalisations, il faut des mesures fortes concernant la sécurité publique sur le terrain comme sur internet et des décisions concernant l'école et l'apprentissage, l'aide à la parentalité, l'urbanisme, l'égalité professionnelle.

Pour favoriser le suivi et la coordination de toutes ces mesures, ***nous proposons une Conférence Nationale du Vivre Ensemble, avec des antennes régionales et des déclinaisons départementale et si possible avec des relais dans chaque ville et chaque***

quartier. Cette Conférence regrouperait des représentants de l'Etat (éducation, santé, sécurité intérieure et extérieure, social) des grandes associations culturelles, cultuelles ou caritatives, des collectivités locales, des organisations professionnelles et des entreprises.

Cette instance, permanente avec collaborateurs et budget, aurait pour but d'étudier de nouveaux projets (productions audiovisuelles, Tour de France de la Citoyenneté, projets locaux, etc.) et surtout elle suivrait les décisions prises et leur cohérence. La création de cette Conférence et sa composition très ouverte, sauf aux partis politiques, pourront mobiliser la jeunesse à son profit. Elle pourra populariser la notion de Convivencia (historiquement connue en Occitanie) qui pourrait sensibiliser tout le monde à un code de bonne conduite entre communautés.

- Les retraites

Tout le monde comprend qu'avec l'augmentation de la durée de vie, le système des retraites doit être réformé pour être pérennisé. Mais la réforme ne doit pas être synonyme de risques de baisse de revenu pour tous comme peut le laisser prévoir un système global « à points », voulu par Emanuel Macron, fondé en fait sur les marchés financiers donc soumis aux aléas boursiers. Certaines catégories de citoyens sont défavorisées (femmes, agriculteurs, artisans…) au regard de la retraite et doivent être mieux traitées. Une réforme des retraites mérite d'abord un débat public et honnête après les élections présidentielles et non des mesures non acceptées, prises par ordonnances avant.

A côté de l'idée d'une retraite « plancher » pour toutes et tous, Club D12 propose une retraite « plafond » pour les retraites alimentées par la caisse collective. Les titulaires souhaitant se faire servir une retraite au-delà de ce plafond (qui pourrait

être fixé à 4000 euros mensuel) pourraient bien sûr y accéder, mais par la capitalisation de leur propre épargne. Cette mesure de justice sociale, allègerait les comptes de la Sécurité Sociale.

Il est d'autre part urgent de prendre des mesures pour que les retraites des femmes, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, du commerce ou de l'artisanat, cessent d'être inférieures à celles des hommes.

- Le handicap

La dé-conjugalisation de l'AAH, c'est-à-dire l'arrêt de la prise en compte des revenus du conjoint dans son calcul, est une juste revendication associative refusée par le gouvernement mais que Club D12 soutient pour que chaque personne handicapée majeure ait droit à la pleine autonomie, quel que soit son statut familial. Aujourd'hui, la réglementation laisse en effet la personne en situation de handicap dépendante de son

conjoint et l'éloigne de toute possibilité d'autonomie, y compris financière.

D'une manière plus générale, les efforts en faveur de la réduction des conséquences sociales et économiques du handicap doivent être poursuivis. Club D12 propose l'installation, dès que possible, d'une Commission chargée d'établir un bilan d'étape de l'application de la loi pour l'égalité des droits, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et aussi de proposer une programmation des mesures encore nécessaires.

- La santé

La France avait, dit-on, l'un des meilleurs systèmes de santé du monde. Ceci reste vrai pour la prise en charge par la Sécurité Sociale et les mutuelles. Par contre, la pandémie a montré les graves conséquences de la baisse du nombre de lits et des effectifs dans les hôpitaux au nom d'une gestion technocratique. Or cette politique, accentuée

depuis 2017 a continué même pendant la pandémie. Il faut donc en changer.

L'absence de la France dans les premiers pays inventeurs de vaccins contre la COVID, a brutalement révélé son déclassement. Un effort très important devra être porté sur la recherche médicale et l'enseignement supérieur, qui est la principale ressource qualitative et quantitative de la recherche, vitale pour notre souveraineté. Enfin une série de mesures devront être prises pour lutter contre les déserts médicaux, aussi bien urbains que ruraux.

Sur des questions sociétales : PMA, GPA, cannabis, fin de vie

Le droit doit s'adapter aux évolutions de la société, tout en veillant à maintenir des garde-fous et à préserver des valeurs. Quatre questions sont dans l'actualité récente :

- La PMA. Club D12 est favorable à une acception large de cette avancée médicale car des couples de toute nature ou même des femmes seules, peuvent désirer un enfant. Club D12 se réjouit donc que le Gouvernement ait enfin accepté de faire voter la PMA pour toutes.
- La GPA : Club D12 est par contre plus réservé sur la GPA, au stade actuel. En effet celle-ci peut impliquer l'exploitation du corps d'une autre femme en difficulté financière et soulever de nombreuses difficultés (dualité de la filiation, héritage génétique, enjeux commerciaux et éthiques) qui peuvent se révéler traumatisantes pour

l'enfant et dont les conséquences sont difficiles à cerner en l'état.

Mais il faut aussi prendre en compte l'autorisation de cette pratique dans certains pays étrangers ainsi que de récentes décisions de la Cour Européenne de Justice et de la Cour de cassation et permettre aux enfants de parents français nés de cette pratique à l'étranger d'avoir un statut juridique légal en France.

- La fin de vie. Quelques progrès ont été réalisés ces dernières années par la loi française alors qu'avec le vieillissement des populations ce problème se pose avec de plus en plus d'acuité. Nous partageons et approuvons ici les idées et les efforts de l'Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité (ADMD) qui porte un projet soucieux de la liberté des gens à vivre mais aussi à mourir sans pressions pour les influencer. Avec une loi claire, personnels médicaux et famille pourraient enfin agir humainement sans devoir comme aujourd'hui transgresser

la lettre sinon l'esprit des textes quand le sujet ne peut décider lui-même ou que celui-ci soit obliger d'aller à l'étranger pour « mourir dignement » quand il est encore en mesure d'en décider lui-même.

- La légalisation du cannabis. Club D12 y est favorable immédiatement dans un contexte thérapeutique. Quant à sa légalisation générale, Club D12 y est plutôt favorable aussi. Mais avant de le proposer, un débat national devra être organisé prenant en compte les avantages et les inconvénients supposés ainsi que les expériences étrangères plus ou moins positives, avant de prendre une décision définitive.

L'immigration

Sujet incontournable s'il en est, politiquement surexploité et qu'il convient d'abord de démonter rationnellement. Depuis des siècles la société française est diverse et accueille des immigrés. Ceux-ci appartiennent aujourd'hui à trois catégories : les uns sont des réfugiés politiques que la France doit accueillir avec des garanties suffisantes si elle veut rester fidèle à ses principes. D'autres sont issus de régions dévastées par des conflits. D'autres enfin sont des réfugiés dits « économiques » dont le nombre va être de plus en plus grand, gonflé par celui des réfugiés « climatiques ». En ce qui concerne ces dernières catégories il convient, sur une base nationale et européenne, de limiter le nombre à des proportions acceptables à un instant donné et de mutualiser l'accueil au niveau des Etats de l'UE tout en ayant une politique européenne d'aide au développement plus importante en direction des pays de départ. Il faut prendre ce sujet au sérieux, sans

dramatiser, ni ouvrir les vannes sans discernement. Une coordination européenne efficace s'impose avec des règles plus justes au niveau de l'UE et une réforme des « accords de Dublin ».

4.3 - Un nouveau pacte démocratique

La représentation politique en France connaît aujourd'hui une crise grave. Le pouvoir y est trop concentré autour du Président de la République dont le Premier ministre est devenu simplement son « collaborateur ». Le Parlement est devenu une chambre d'enregistrement.

Les partis politiques traditionnels n'assurent plus le renouveau de la réflexion ni la qualité des candidats mais persistent trop souvent dans leurs errements. La perte de repères politiques s'est accentuée depuis quatre ans avec un Emmanuel Macron répétant partout que la Gauche et la Droite c'était pareil, et méprisant par ses comportements les élus locaux et les corps intermédiaires. L'abstention qui était déjà importante est devenue préoccupante aux

dernières élections départementales et régionales.

Pour y remédier, Club D12 propose trois axes : des réformes institutionnelles, une nouvelle étape dans la décentralisation et une participation citoyenne accrue.

Réformer les institutions : vers une VIème République

Sans être en elles-mêmes suffisantes, des réformes institutionnelles pourront améliorer la situation, notamment en renforçant le rôle du Parlement et en permettant une meilleure représentation des diverses sensibilités politiques.

- ***Instauration d'une vice-présidence de la République et élection présidentielle en***

tandem, suppression du poste de premier ministre.

- ***Suppression du droit de dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République ainsi que du 49-3 sauf pour le vote du budget.***
- ***Renforcement du rôle du Parlement (ordre du jour, pouvoirs de contrôle).***
- ***Instauration d'une dose de proportionnelle significative (plus de 10%) sur une liste nationale, sans une baisse du nombre des parlementaires qui ferait apparaître des « déserts démocratiques » dans les départements peu peuplés.***
- ***Suppression de la Cour de Justice de la République. Les ministres et anciens ministres doivent être jugés comme tous les citoyens***
- ***Instauration de l'indépendance réelle du Parquet.***
- ***Des expérimentations sont à envisager pour la prise en compte du vote blanc pour***

les élections locales, du vote par correspondance et du vote électronique.

Approfondir la décentralisation

Il faut relancer une politique ambitieuse de décentralisation. ***Nous militons pour une véritable décentralisation, d'inspiration « girondine » et non une simple déconcentration, en métropole comme dans les outremers. Ceci implique :***

- ***de réaliser de nouveaux transferts de compétences et de moyens aux collectivités locales notamment aux Régions, cheffes de file de projets***
- ***une clarification des répartitions de compétences entre collectivités locales***
- ***une réflexion doit être engagée sur le nombre et les strates des collectivités***

locales y compris la place et le rôle des départements.

- ***de tout faire (activités économiques, transports, santé, services publics, culture, réseaux numériques) pour faciliter le maintien, l'installation ou le retour dans les territoires ruraux pour enrayer et inverser ce qu'on appelait la « désertification rurale ».***

  Cette nouvelle étape dans la décentralisation appuyée sur l'intelligence artificielle et le numérique, permettra d'être davantage à l'écoute des citoyens et leur permettra de mieux participer voire d'être co-responsables des décisions.

Favoriser la participation citoyenne

De nombreuses initiatives de participation citoyenne existent déjà depuis longtemps. L'émergence des Gilets Jaunes démontre leur insuffisance car ceux-ci portaient aussi des revendications comme le RIP (référendum d'initiative populaire) ou la révocation des élus par le peuple.

Le pouvoir n'a répondu que par le prétendu « Grand Débat », débat qui fût surtout une série de longs monologues d'Emmanuel Macron devant des élus triés sur le volet par les préfets. De plus les « cahiers de doléances » dans lesquels nombre de Françaises et de Français s'étaient honnêtement exprimés avec l'espoir d'être entendus, ont atterri dans les archives départementales sans être analysés.

Or, à notre époque, beaucoup de citoyens veulent rester acteurs entre les élections ; il faut satisfaire cette aspiration de démocratie participative en complémentarité avec la démocratie représentative et la démocratie sociale.

Emmanuel Macron a instauré une Convention citoyenne sur le climat, formée de 150 personnes tirées au sort et installés au CESE. Elle est hélas devenue un contre-exemple. Pour deux raisons : le Président avait qualifié les participants de « conventionnels », alors qu'ils ne l'étaient nullement ; il leur avait dit que leurs propositions seraient retenues « sans filtres » avant l'adoption de décisions alors qu'il sait parfaitement qu'en France il y en a : le Gouvernement, les services administratifs, le Conseil d'Etat et le Parlement.

Cela ne remet pourtant pas en cause l'idée même du tirage au sort, entendu comme une

méthode supplémentaire d'obtenir des avis de citoyens entre deux élections.

Il en va de même des pétitions citoyennes auxquelles il faut répondre concrètement quand elles sont portées par plusieurs dizaines de milliers de citoyens.

Dans ce contexte Club D12 propose que soit réaffirmé le rôle du Conseil Economique Social et Environnemental, troisième assemblée constitutionnelle, comme représentant de la société civile organisée mais aussi de la parole citoyenne en étant le réceptacle des « pétitions citoyennes » et des éventuels tirages au sort de citoyens (en nombre plus limité) sans qu'ils deviennent des « Conventions citoyennes ».

Club D12 propose aussi ***un « droit de rappel » permettant aux citoyennes et aux citoyens de demander le « retrait » motivé d'un élu local ou parlementaire, une fois par mandat et dans des conditions précises***

(nécessité d'une pétition rassemblant 12,5% des inscrits, puis 25% des votants et enfin bien sûr 50% des « pour ». Ce système existe déjà à Taïwan, inscrit dans la Constitution et a déjà fonctionné.

Nous voulons enfin favoriser la démocratie sociale en relançant le dialogue social au niveau national entre les organisations syndicales et les organisations professionnelles, endommagé par la présidence actuelle.

4.4 - Un nouveau pacte pour la jeunesse

Education, enseignement, formation

Ces trois concepts bien différents mais inséparables sont vitaux pour les jeunes, leur évolution, et la société qu'ils intègrent.

L'Education devrait être un creuset républicain. Mais l'éducation républicaine souffre aujourd'hui, tous le reconnaissent, d'un déficit croissant et l'Education Nationale, en tant que ministère principalement dédié à l'enseignement et qui peine à assurer cette mission principale, ne saurait suffire à le combler.

De nombreux facteurs compromettent en effet la mission éducative : l'évolution des structures familiales, la mobilité accrue des couples et l'apparition de nouveaux modes de vie, l'explosion des réseaux sociaux, le mal-logement, la forte baisse de régime de l'éducation populaire avec la disparition de nombreuses organisations de jeunesse surtout laïques, l'absence de tout service national universel suite à la suspension du service militaire pour les jeunes hommes , le prosélytisme politique sous couvert de religion… De plus, avec la croissance d'un enseignement privé, l'école publique a largement perdu son monopole aussi bien pédagogique qu'éducatif. Continuer à raisonner comme si elle en disposait toujours est donc une erreur.

Pour l'heure, trois problématiques restent vitales pour l'avenir de nos jeunes. Ce sont les solutions à apporter au déficit éducatif, au délitement du lien national et à la compréhension d'une société mondialisée.

Qu'on le veuille ou non, l'Ecole partage aujourd'hui la mission éducative avec les autres acteurs que sont la famille, le monde associatif, les organisations religieuses et philosophiques, les media et réseaux sociaux et les collectivités territoriales.

Ces dernières assurent aujourd'hui outre la gestion des activités dites « périscolaires », l'essentiel des pratiques artistiques et sportives. Les unes et les autres sont par nature éducatives ; et espérer rapatrier dans le périmètre de l'Education Nationale des activités dont elle ne veut pas ou plus (sauf aux frais du contribuable local), parallèlement à un enseignement privé s'affirmant plus « éducatif » n'offre guère de perspectives.

Dès lors, même s'il revient toujours à l'Education Nationale de garantir un enseignement de qualité, gratuit, universel et accessible à tous, c'est en ce qui concerne l'éducation un vaste partenariat entre les partenaires de l'Education qu'il faudrait mettre en place. Ceci implique, dès

qu'il s'agit de moyens publics ou même sans cela, leur adhésion commune à un pacte reflétant les principes et les valeurs républicaines, dont la laïcité.

Une action coordonnée en vue d'un but commun devient alors envisageable, avec une double participation publique de l'Etat mais aussi des collectivités territoriales, dans le cadre d'une nouvelle étape de la décentralisation. Il s'agira de mettre sur pied des projets communs pour une valeur ajoutée pour l'éducation de tous les jeunes et la formation initiale et permanente de tous les éducateurs, de façon durablement contrôlée. Cette nouvelle vision, plus vaste et plus concrète de l'éducation républicaine, pourrait se voir parfaire par un service civique universel.

Le service civil universel

Soyons clairs : il ne s'agit aucunement de revenir à la conscription militaire réservée aux jeunes hommes et gérée par l'Armée. Bien au contraire, c'est aux jeunes des deux sexes qu'il permettra de se mettre gratuitement au service de causes utiles à la nation, sur un pied de parfaite égalité de tous.

Il s'agit cependant d'un service obligatoire, à la différence du volontariat qui est une avancée mais dans les faits ne remplit pas complètement l'objectif principal que seul un service universel peut garantir : former un creuset pour toute notre jeunesse.

Elle serait à ce titre disponible pour des missions d'intérêt général par exemple lors de catastrophes en France ou à l'étranger, au bénéfice de la sauvegarde de l'environnement ou encore en travaillant dans le milieu associatif. Le caractère universel de ce service doit contribuer à éliminer les distinctions de genre, de cultures,

de catégories sociales, de lutter contre les communautarismes et à offrir un premier apprentissage technique et social en dehors de l'Ecole. Rien n'empêcherait ensuite entreprises, administrations et associations de proposer une suite, cette fois-ci contractuelle et rémunérée, à cette première insertion dans la société.

Pour atteindre ces objectifs politiques, le Service civil universel doit être développé avec tous les moyens budgétaires nécessaires dont le foisonnement d'aides déjà existantes et non vu comme une variable d'ajustement en fonction de critères budgétaires. La cohésion nationale n'est pas un problème d'argent mais elle est rentable et nécessaire en ce qu'elle diminue d'innombrables causes indirectes de dépenses liées à la sécurité, aux défauts d'orientations ou de formation initiale, aux différenciations sociales ou d'origine, aux subventionnements sociaux voire à la formation de « quartiers » qu'aucune politique de la ville n'éliminera.

L'ouverture aux mondes extérieurs

Pour lutter contre les replis identitaires, il faut aussi ouvrir les yeux et les cœurs de nos concitoyens dès le plus jeune âge. Pour cela nous proposons que dès l'école primaire des séances de « show and tell » soient organisées à intervalles réguliers. Nous proposons qu'aucun enfant ne termine sa scolarité primaire sans « avoir vu la mer, la campagne ou la montagne ». Et qu'aucun jeune n'achève sa scolarité secondaire sans être allé à Bruxelles et Strasbourg ni avoir voyagé dans au moins un autre pays européen.

Dans l'enseignement supérieur nous souhaitons le développement d'un maximum d'échanges entre Ecoles et Universités, en augmentant les moyens d'Erasmus pour les pays de l'UE, mais aussi par d'autres moyens pour ce qui concerne les échanges avec d'autres pays du monde.

Aides et logement pour les jeunes

Il faut aussi répondre aux besoins urgents de nos jeunes. La pandémie a mis en évidence leur situation critique en matière de logement et de repas. Nous proposons donc de revaloriser leur revenu et de renouveler, stimuler et fluidifier l'offre qui leur est destinée avec l'aide des régions, des départements (RSA) et de l'Etat. Quelques propositions :

- Le RSA pour tous les étudiants de moins de 25 ans avec création d'un portail unique pour l'attribution des aides sociales hors allocations familiales
- L'APL maximum pour tous (étudiants, formation en alternance et jeunes travailleurs),
- Des déductions fiscales et la suppression de la taxe foncière pour tous bailleurs d'un logement décent au loyer adapté et encadré.
- La création d'une plateforme numérique nationale des offres

- La garantie en dernier ressort de l'Etat (sous conditions)
- La mise en place de groupes de travail régionaux intégrant les parties prenantes et responsables des résultats vis-à-vis des Régions cheffes de file des opérations
- La création d'un « revenu de transition écologique » fractionnable de 160 euros par mois pour les lycéens, étudiants et apprentis comme revenu supplémentaire.

Nous proposons aussi, hors des procédures lourdes et lentes du logement aidé en dur, largement « surbooké », un programme spécial d'urgence de « mini-cités U » au travers d'une organisation dédiée avec le partenariat des CROUS et des Régions, utilisant des constructions légères de qualité (type Algéco) adaptées aux besoins spécifiques de ces publics et ne nécessitant pas de permis de construire. Un contingent spécifique pourra être prévu dans le cadre des programmes de nouveaux logements aidés du type PLAI.

5- CONCLUSION :

RENOUER AVEC LES ASPIRATIONS ET LES PRIORITÉS POPULAIRES

Le quinquennat actuel a souvent été marqué par le mépris, une inexcusable conséquence d'une prétendue méritocratie qui est en fait plutôt une technocratie. Elle donne aux Français le sentiment que seules comptent les idées personnelles et souvent évolutives d'un « monarque républicain » émanant d'une caste cooptée ne s'intéressant qu'à elle-même et à ses dépendants.

Or il faut à tout prix cesser d'ignorer d'authentiques aspirations, trop souvent méconnues et incomprises, des Français. La crise des Gilets Jaunes l'a montré, la désaffection de l'UE, la chute libre de l'adhésion aux partis et du civisme électoral aussi. Et la Gauche, co-responsable, doit se replacer au premier rang du combat contre cette dangereuse dérive qui peut mener au pire.

Grâce à son réseau régional, à ses visites sur le terrain et à ses correspondants locaux, Club D12 a pu tâter le pouls des citoyens, non au travers de sondages mais en prenant le temps d'un dialogue approfondi et personnalisé pour analyser leurs vraies motivations et aspirations.

De fait, celles-ci diffèrent souvent de celles qu'on leur prête depuis une sphère trop « parisienne ». Les critiques, souvent justifiées, qui remontent du terrain, portent sur différents points parfois explicités, parfois simplement ressentis mais prégnants :

- L'absence de traçabilité et de sanction des hautes responsabilités publiques : malgré des échecs patents leurs responsables sont rarement identifiés, moins encore sanctionnés.
- Le sentiment d'injustice sociale, nourri par de nombreuses bévues et scandales de la « classe politique » est très fort qu'il s'agisse de responsables privés et/ou publics.
- L'instabilité des politiques officielles est également pénible à vivre. Si beaucoup de responsables de PME acceptent le rôle de l'Etat et même, avec philosophie, une dose de bureaucratie, ils se plaignent des changements incessants de la fiscalité, des normes et des règlementations, sans que

jamais l'administration ne regrette ses propres manques.

Cerise sur le gâteau de l'injustice, les difficultés de millions de Français ne sont pas censées exister car les indices officiels n'en rendent pas compte ou alors de façon biaisée. Ainsi, le redoutable effet de pince entre les revenus réels et les prix dérivants de la consommation forcée n'est pas pris en compte et l'impression prévaut donc chez les intéressés qu'on se moque d'eux.

Enfin, le bon sens populaire se demande si le fait d'acheter toujours davantage de produits ou services importés au motif de « relancer » l'économie au lieu de reconstruire l'industrie française en investissant, traduit une politique économique intelligente. A l'inverse, le sentiment que la confiance exigée par l'Etat est refusée aux acteurs économiques et qu'un procès permanent d'intention est instruit aux chefs d'entreprises, est très fort.

Il nous semble dès lors qu'un candidat de gauche qui souhaiterait être écouté et suivi, devrait donner le

sentiment de vouloir trancher avec les idées convenues issues de longues années de conformisme, pour proposer un Nouveau Projet de Développement intégrant les nouvelles contraintes écologiques en particulier mais aussi économiques et sociales. Il s'agirait de renouer avec la confiance populaire en insufflant quelques idées simples susceptibles d'être appliquées :

- Il n'est plus question de limiter le dialogue aux grandes entreprises et à la Finance. Tous les acteurs économiques doivent être mis sur le même pied, qu'il s'agisse de l'aide au développement, des marchés publics ou du soutien de crise.
- Il faut donc revisiter la structure et la performance des ministères, l'esprit des réglementations et la chaîne de commandement des Inspections publiques dont l'homogénéité, l'indépendance totale et les missions doivent être protégées car elle est aujourd'hui en danger.

- Un premier signe fort pourrait être de restaurer l'autonomie de la politique économique de l'Etat qui cesserait, en redevenant majeure et planifiée sous la forme d'un ministère indépendant, d'être inféodée à « Bercy » et à une vision purement financière et budgétaire.
- ***Il faut aussi prendre des mesures en amont pour démocratiser, diversifier, protéger la haute fonction publique dans ses missions en conservant le principe de concours principalement destinés à une carrière de service public,*** les aller-retours avec le privé étant extrêmement limités. La suppression de l'ENA est purement démagogique, en fait il fallait réformer ce qui devait l'être sans supprimer la « marque ENA », même les Gilets Jaunes ne le demandaient pas. Cette suppression est incompréhensible au niveau

international où de nombreux pays envoyaient leurs meilleurs élèves à l'ENA et voulaient créer des ENA chez eux.

Enfin, le sujet devenu incontournable au vu des échecs voire des scandales que le public peut constater, des relations devenues trop souvent incestueuses entre la haute administration et les grandes entreprises, consultants ou banques et la politique, ne saurait être indéfiniment minimisé voire nié alors que la confiance doit être rétablie avant qu'il ne soit trop tard. Nous proposons donc que tout haut-fonctionnaire soit considéré comme démissionnaire d'office de la Fonction Publique, sauf exception, s'il veut rejoindre le secteur privé. Continuer à s'en remettre aux décisions cooptées de « commissions d'éthique » sur ce point n'est tout simplement plus crédible.

Le démantèlement de notre industrie, le déficit constant de nos échanges commerciaux, l'absence de stratégie économique planifiée au moment où la France doit prendre le tournant décisif de la

transition écologique, la gestion calamiteuse de la pandémie, l'absence de tout projet global pour la France ne sont pas l'effet du hasard ou de la malchance.

Cela, nos compatriotes en sont très informés et sont tout à fait capables de porter un jugement sur les responsabilités. Ils acceptent de plus en plus de mal l'idée qu'ils se font de la situation, à savoir qu'une élite technocratique, omnisciente, formatée et parfois méprisante doive continuer à régenter le pays dans les mêmes conditions mais ils peuvent en revanche en tirer une mauvaise conclusion, le vote pour l'aventure.

Un candidat de gauche ne peut donc y parer qu'en se montrant très déterminé sur la fin des abus, en proposant un nouveau projet vertueux. Il doit mettre fin à l'ère du mélange des genres, des lois de circonstance et disons-le de la tromperie s'il veut éviter que l'extrême-droite ou d'autres populistes, même « hytech », renforce leur crédibilité.

Plutôt que de laisser des technocrates faire des fiches et proposer des listes de mesures, il devra d'abord tracer le chemin puis s'adjoindre les compétences techniques propres à crédibiliser son discours.

2022 doit donc être une année de nette rupture avec tout ce qui mobilise le grand public contre la classe politique. L'annonce claire de mesures-phares traitant les vrais problèmes paraît donc, avec le profilage d'une candidature d'honnêteté, d'expérience, de décision et de bon sens, de nature à permettre un changement nécessaire que nous appelons de nos vœux.

Proposer un nouveau projet de développement mobilisateur, réinventer la pratique de la Démocratie, de la République, de la justice nous paraît la bonne ligne à suivre pour gagner et reprendre le bon cap pour la France. La renaissance est possible, l'espoir se justifie. C'est dans cet esprit que nous avons rédigé ce Manifeste.

Créée en mai 2010 pour soutenir François Hollande, l'association Démocratie 2012 devenue Club D12 a poursuivi son activité depuis une dizaine d'années à Paris et en régions. Club D12 rassemble des femmes et des hommes de progrès de sensibilités différentes qui ont choisi de réfléchir ensemble aux problèmes de la société française et du monde et de faire des propositions utiles et justes pour améliorer la situation. La Terre chauffe, le monde bouge et la société française change. La France doit s'adapter à cette nouvelle donne pour garder sa place dans le concert mondial en s'adressant à l'Universel, grâce à ses capacités propres, mais aussi à travers l'Union Européenne et la Francophonie. Cela ne sera possible que s'il y a une adhésion de tout le peuple à ces objectifs et donc si les réformes proposées sont justes et constituent de réels progrès. Avec ce Manifeste qui trace quelques pistes pour cela, Club D12 souhaite s'inscrire dans le débat qui va avoir lieu pour l'élection présidentielle de 2022 et qui se poursuivra au-delà.

Club12.com

CLUB D12

Pour une nouvelle force Sociale, Démocrate, Républicaine et Ecologiste.

5 €
ISBN : 978-2-7084-8573-0